

**Communiqué de presse  
Lausanne / Berne, le 20 octobre 2009**

## **Pas de caution pour un système ne fonctionnant que grâce à un dumping à l'exportation**

**La révolte paysanne gronde en Suisse et en Europe. En cause, la politique de prix inéquitable – notamment pour le lait – qui met en faillite les exploitations agricoles. Pour y répondre, en Suisse et dans l'Union européenne les mesures prévues ne résolvent en rien les problèmes structurels de la production. Ces mesures ne peuvent fonctionner qu'à l'aide d'un dumping à l'exportation. Dumping étatique pour l'Europe et de droit privé en Suisse. Système qui satisfait uniquement les industries, notamment celles qui travaillent sur les marchés d'exportation. Dans une conférence de presse ce matin à Berne, Uniterre, Alliance Sud et BIG-M ont émis de très fortes inquiétudes sur ces mesures jugées comme inéquitables, voire néfastes. Ils appellent au contraire à une politique agricole durable fondée sur des prix rémunérateurs, une régulation de l'offre, le soutien à l'agriculture de proximité, le respect de la souveraineté alimentaire au Nord et au Sud.**

Aujourd'hui, les producteurs de lait en Suisse reçoivent un prix de 55 cts/litre, ce qui couvre à peine la moitié de leurs coûts de production (entre 98 cts et 1.17/litre). En une année, le prix du lait a chuté de plus de 20% chez le producteur. La surproduction qui existe actuellement est due aux industries laitières qui ont poussé à la production sans assurer l'écoulement des produits, à une mauvaise gestion et un suivi laxiste de la part de l'Office fédéral de l'agriculture lors de la fin du contingentement laitier ainsi qu'à quelques producteurs fortement liés à l'industrie, tentés par la folie de la production. Ces derniers ont préféré produire à tout prix sans en calculer les conséquences.

Cette situation mène tout droit à une hécatombe du nombre d'exploitations et à une très mauvaise répartition de la production laitière sur le territoire. Les subventions à l'exportation, qui sont une des solutions proposées, ne résolvent en rien le grave problème structurel des producteurs suisses car c'est une solution « pompier » de facilité et ponctuelle. Elle ne profite qu'à l'industrie laitière qui fabrique de la poudre de lait et extrait de la matière grasse.

« Les propositions de l'Interprofession du lait ne résolvent en rien les problèmes de surproduction, a renchéri Isolda Agazzi, d'Alliance Sud. Elle exige que les surplus soient exportés vers des marchés extérieurs à l'Union européenne. Même si la différence entre le prix suisse et le prix international est couverte par des fonds privés, cela conduirait à des exportations à des prix de dumping. De surcroît, notre crainte demeure que, tôt ou tard, le Conseil fédéral ne décide de réintroduire quand même des subventions à l'exportation, comme il l'a déjà fait en juin 2009 – à hauteur de 14 millions de francs – suivant en cela le mauvais exemple de l'Union européenne et des Etats-Unis. Les subventions à l'exportation des produits agricoles sont l'instrument commercial le plus néfaste pour les agricultures des pays du Sud ».

« Il faut remettre la famille paysanne et les emplois au coeur du débat » a déclaré Werner Locher de BIG-M. Si nous voulons maintenir des emplois et une agriculture de proximité en Suisse, les paysans doivent pouvoir être rémunérés avec des prix équitables qui

couvrent leurs coûts. Nos organisations en Suisse comme nos collègues européens réunis au sein de l'European Milk Board en sont convaincus. »

Selon Rudi Berli d'Uniterre, « les quantités produites doivent être adaptées au prix. Pour éviter les surplus structurels ouvrant grand la porte aux subventions à l'exportation. Les producteurs doivent pouvoir adapter leur production selon le prix payé et selon les besoins réels d'un marché préalablement défini entre producteur et acheteur ». Uniterre a développé une proposition pour la gestion des quantités, facilement et rapidement applicable tout en remettant l'ensemble des producteurs de lait autour de la table. Il faudrait cependant que le politique s'engage à donner une force obligatoire à une organisation de producteurs.

« Une agriculture de proximité écologiquement durable et socialement équitable passe par un revenu correct pour les paysans, tant au Nord qu'au Sud. Si, de plus, les producteurs suisses s'engagent à une régulation des quantités, ils peuvent se passer de soutiens à l'exportation ou de mesures équivalentes. Tout cela revient à dire que les principes de la souveraineté alimentaire sont incontournables, au Sud comme au nord. La solution passe par une agriculture tournée prioritairement vers les besoins locaux et non fondée sur le dumping » a ajouté Isolda Agazzi d'Alliance Sud.

Les dernières semaines de *révolte paysanne* en Suisse et en Europe ont rencontré un large soutien de la population. La grande majorité des consommateurs ont démontré qu'ils étaient prêts à payer un peu plus pour leur litre de lait s'ils ont l'assurance que la différence rémunère le producteur.

**Pour plus d'information :**

Valentina Hemmeler, Uniterre, tél. 079 672 14 07, Rudi Berli 078 707 78 83

Isolda Agazzi, Alliance sud, tél. 079 434 45 60

Werner Locher, Big-M, tél. 079 737 11 64